



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 5 juillet 2021

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **7 juillet 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le cinq juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 29 juin 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 29

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN** (présente à partir de la communication n° 4), Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la délibération n° 95), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Agnès **MONTRICHARD** (présente à partir de la délibération n° 93).

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Retardés ayant donné pouvoir : 3

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 5 juillet 2021

2021.07/105

RESSOURCES HUMAINES – SUBVENTION À L'AMICALE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE MONTIVILLIERS POUR L'ANNÉE 2021 – ATTRIBUTION – AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – La Loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale a consacré le principe d'une contribution des collectivités au financement des prestations d'action sociale en faveur de leurs propres agents. Si les collectivités restent totalement libres de définir les actions et les montants qu'elles souhaitent consacrer à l'action sociale, il leur est en revanche obligatoire de délibérer sur les modalités de gestion de l'action sociale.

La Ville de Montivilliers a fait le choix de conventionner avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers pour le développement de l'action sociale, culturelle, sportive et loisirs en faveur des agents de la collectivité.

L'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers, Association loi 1901, fondée le 26 mai 1961, regroupe les membres du personnel des services municipaux et les retraités de la Ville de Montivilliers.

En application de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrés et son Décret d'Application n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, il appartient aux Collectivités Territoriales de conventionner avec les Associations bénéficiant d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 €.

Dans ce contexte, la convention actuelle entre la Ville de Montivilliers et l'Amicale des Employés Municipaux a été renouvelée le 1^{er} mars 2019 pour une durée de trois années. A cet effet, il est prévu que le montant de la subvention soit calculé, pour les actifs sur la base de 1% de la masse salariale et pour le personnel retraité sur la base de 74 € par retraité.

Ainsi au titre de l'année 2021, le montant de la subvention de la Ville de Montivilliers à l'Amicale des Employés Municipaux s'élève à 86 893 €.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la Loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88-1 relatif à l'action sociale,

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

VU le Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU la Loi n° 2007-209 du 19 Février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale,

VU la Convention en date du 1^{er} Mars 2019 conclue avec l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers pour une durée de trois années,

VU le budget de l'exercice 2021,

CONSIDÉRANT

- Le souhait de la Ville d'améliorer les conditions de vie de ses agents et de leur famille par le biais de prestations d'action sociale ;
- Le choix de confier à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers la gestion de l'action sociale en faveur des agents de la collectivité, en lui attribuant des moyens matériels et financiers

VU le rapport de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'attribuer pour 2021 la subvention de 86 893 € à l'Amicale des Employés Municipaux de Montivilliers.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention de versement de la subvention et tout document afférent.

Imputation budgétaire

Exercice 2021

Budget Principal

Sous-fonctions et rubriques : 3211

Nature 64131

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.